

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme

Lauréat du Premier prix International des Droits de l'Homme de l'Association d'Espagne pour les Droits de l'Homme

Numéro 140, Août 2021

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires

Tout doute que la sécurité de l'information est la crise actuelle aurait dû être résolu par la prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans en août. Les messages effrayants sont arrivés rapidement : les talibans ont capturé des bases de données militaires américaines. Les talibans ont accès à la base de données des employés du gouvernement et l'utiliseraient pour les traquer. Les talibans ont accès au site Web du gouvernement et envisagent de le fermer. Des centaines de personnes cherchant à partir étaient sur des téléphones portables, ne sachant pas si les messages qu'elles envoyaient étaient interceptés. Les soucis se sont multipliés à la minute.

Les enjeux de la crise numérique afghane sont nombreux et complexes. Ils incluent l'accès à : des records électroniques créés par l'ancien gouvernement afghan qui sont maintenant entre les mains des nouveaux gouverneurs (des cartes d'identité numériques pour environ 6,2 millions des 40 millions d'Afghans, par exemple), des records créés par les États-Unis et d'autres coalitions partenaires qui ont été capturés par les talibans (y compris les dossiers des employés et les informations de ciblage des drones), les informations biométriques détenues par les agences intergouvernementales et humanitaires qui travaillent ou ont travaillé en Afghanistan, les informations personnelles sur les réseaux sociaux et sur les téléphones portables. Il n'entre pas dans le cadre de ce commentaire de discuter de tout cela, mais la lecture de certains des liens énumérés à la fin introduira les discussions de grande envergure.

Une préoccupation particulière était que les identifiants numériques et les bases de données seraient utilisés pour cibler les personnes, avec une inquiétude particulière concernant l'utilisation de la biométrie telle que les scans d'iris et les empreintes digitales. Comme l'a commenté un universitaire qui étudie la sécurité, "Avec la biométrie, le problème est que vous pouvez prendre un nouveau nom mais vous ne pouvez pas vraiment prendre un nouvel iris". Cela a conduit à une double discussion : quelles informations devraient être collectées (fait intéressant, le formulaire de demande de carte d'identité de la police nationale afghane indique les noms du père et du grand-père du demandeur mais pas de la mère ; un Afghan impliqué dans la police a expliqué *MIT Technology Review*, "Certaines personnes n'aiment pas partager le nom de leur mère dans nos cultures") et quand les informations collectées doivent-elles être supprimées.

Karl Steinacker, ancien du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés où il a été "pendant plusieurs années" "en charge de l'enregistrement, de la biométrie et de l'identité numérique des réfugiés", a fait valoir que s'il n'y a plus de besoin opérationnel, il n'y a plus de raison" de conserver les données biométriques, qu'elles soient anonymisées ou non. Il a appelé à "un inventaire des données : quelles données sont là, ce qui est nécessaire et ce qui n'est pas nécessaire, où sont les copies. . . et ces données sont-elles potentiellement dommageables pour les personnes dans la base de données ?" Cet argument méprise l'utilisation possible des informations personnelles, qu'elles soient biométriques ou non, à des fins autres qu'opérationnelles, telles que les recherches des disparus, le regroupement familial, la clarification de l'identité et l'analyse historique. C'est ici que les archivistes doivent participer à la prise de décision avant que les documents ne soient détruits.

À mesure que les talibans avançaient, les individus se sont précipités pour supprimer les informations des téléphones portables et des ordinateurs personnels. L'ONG *Human Rights First* a publié des guides en dari et en pachtou pour apprendre aux gens à supprimer leurs comptes de réseaux sociaux, mais suivre ce bon conseil était clairement un problème pour les “13,5% d'Afghans qui ont accès à Internet à la maison” s'il y avait l'accès à l'électricité et à Internet était inexistant ou insuffisant. LinkedIn, Facebook et Twitter ont tous déclaré avoir “pris des mesures pour aider” à sécuriser les données sur leurs plateformes. Quatre importantes organisations de défense des droits humains – *Access Now*, *Amnesty International USA*, *Human Rights Watch* et *Mnemonic* – tout en reconnaissant la nécessité pour les plateformes en ligne de “restreindre les contenus qui incitent ou encouragent illégalement la violence”, ont appelé les entreprises technologiques “à préserver et à archiver le contenu supprimé qui peut avoir une valeur probante de violations des droits de l'homme, y compris le contenu identifié par les organisations de défense des droits de l'homme, tout en garantissant la confidentialité et la sécurité des personnes vulnérables associées à ce contenu”.

En parcourant les articles de ce numéro des *Nouvelles de la SADH*, notez les entrées concernant l'utilisation par les gouvernements d'informations dans les systèmes d'enregistrement, qui sont vraisemblablement numériques, pour appliquer ou refuser des services (Iran, Nigéria, Pakistan, Émirats arabes unis, Liban/Syrie). Et voyez les articles sur les entreprises - les programmes de régime et la société de télécommunications T-Mobile - qui semblent collecter plus d'informations numériques personnelles que nécessaire. Pensez ensuite à la sécurité de ces systèmes et à la confidentialité des personnes dont les informations y résident. Les avantages des dossiers électroniques et des systèmes d'enregistrement sont réels, mais les risques le sont aussi. C'est le paradoxe des records numériques.

[HRF Fact Sheet \(humanrightsfirst.org\); https://restofworld.org/2021/afghans-social-media-taliban/](https://restofworld.org/2021/afghans-social-media-taliban/);
<https://www.hrw.org/news/2021/08/30/preserve-evidence-potential-rights-abuses-afghanistan>;
<https://news.trust.org/item/20210817111442-4d73x/>; <https://news.trust.org/item/20210820080622-5wjww/>;
<https://theintercept.com/2021/08/17/afghanistan-taliban-military-biometrics/>; https://theintercept.com/2021/08/17/afghanistan-taliban-military-biometrics/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter;
https://www.vice.com/en/article/jg89kk/afghanistans-government-websites-are-frozen-in-time?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=210831;
<https://www.technologyreview.com/2021/08/30/1033941/afghanistan-biometric-databases-us-military-40-data-points/>;
<https://www.thenewhumanitarian.org/interview/2021/2/9/the-risks-of-biometric-data-and-the-taliban>;
<https://www.nytimes.com/2021/08/29/world/asia/afghanistan-taliban-revenge.html>;
<https://blogs.prio.org/2021/08/contingency-planning-in-the-digital-age-biometric-data-of-afghans-must-be-reconsidered/>

Nouvelles SADH. Le prochain *First Tuesday Talk* mettra en vedette Adel Maizi, qui discutera de ses expériences en tant qu'archiviste et membre de la Commission Vérité et Dignité de Tunisie. L'exposé sera en arabe le 5 octobre, à 16h00, heure d'Europe centrale. Pour s'enregistrer:

<https://us02web.zoom.us/meeting/register/tZwvdeiuTgqE9VLE4pmY65krRWnkdkwIIFI>

Nouvelles Internationales.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Le rapport du GIEC, approuvé par 195 pays et fondé sur une analyse de plus de 14 000 études sur le climat dans le monde, a déclaré qu'il est “sans équivoque” que l'activité humaine est à l'origine du changement climatique et qu'il existe une “grande confiance” que les émissions de gaz à effet de serre causent des vagues de chaleur, des inondations et des incendies de forêt plus fréquents et plus intenses. Il a déclaré que la dernière fois que la Terre était aussi chaude, c'était il y a “environ 125 000 ans”. Le prochain rapport du groupe d'experts, qui doit paraître en 2022, se concentrera sur les effets du changement climatique sur la société humaine, comme sur les villes côtières, les fermes et les systèmes de santé. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a qualifié le rapport “d'alerte rouge pour notre planète”. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/>;
<https://www.climatechangenews.com/2021/08/12/ipcc-report-call-arms-climate-science-courts-legal-experts-say/> ;
<https://www.un.org/press/en/2021/sgsm20604.doc.htm>

Cour pénale internationale. Le gouvernement vénézuélien a remis un dossier au procureur en chef le 23 août, fournissant “des preuves des dommages causés par les sanctions que les États-Unis ont imposées à la nation latino-américaine riche en pétrole”, a rapporté *EFE*. Le vice-président du Venezuela a déclaré : “Nous avons obtenu des informations sur la manière dont (les sanctions) ont affecté l'industrie de la

production de médicaments au Venezuela. Plus de la moitié des transnationales productrices de médicaments du pays sont parties”. <https://www.laprensalatina.com/venezuela-asks-icc-to-probe-us-sanctions-as-crime-against-humanity/?emci=4bd39d4a-a405-ec11-b563-501ac57bf4cb&emdi=5858eb2e-a505-ec11-b563-501ac57bf4cb&ceid=4606001>

UNICEF. UNICEF a publié un rapport sur le “risque extrêmement élevé” pour les enfants des impacts du changement climatique et de la pollution, a rapporté le *Guardian*. “Le rapport est le premier à combiner des cartes haute résolution des impacts climatiques et environnementaux avec des cartes de la vulnérabilité des enfants, telles que la pauvreté et l'accès à l'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation. Le directeur exécutif de l'UNICEF a déclaré que la situation est "de façon inimaginable désastreuse”. <https://www.unicef.org/reports/climate-crisis-child-rights-crisis> ; <https://www.theguardian.com/environment/2021/aug/20/a-billion-children-at-extreme-risk-from-climate-impacts-unicef>

Nations Unies. À la suite du tremblement de terre en Haïti, qui a suivi de près l'assassinat du président Jovenel Moïse, des appels ont été lancés pour que l'ONU envoie des soldats de la paix. Comme *BuzzFeed* l'a rapporté, “Pour certaines des femmes en Haïti qui cherchaient toujours le soutien des soldats de la paix qui ont fait irruption il y a une décennie, la possibilité d'un nouvel afflux d'entre elles a déclenché du ressentiment. Toutes leurs demandes de pension alimentaire pour enfants auprès des soldats de la paix de l'ONU, sauf une, sont bloquées devant les tribunaux haïtiens”. Et même dans le seul cas clos, dans lequel un soldat de la paix uruguayen a été condamné à payer une pension alimentaire pour enfants, la femme n'a pas été payée. L'ONU tient une base de données sur les allégations selon lesquelles des soldats de la paix auraient abusé ou exploité sexuellement des femmes de la région. “Il y a eu 1 143 allégations depuis 2007, dans au moins une douzaine de pays”, avec 120 rapports en provenance d'Haïti. Sur les 120, l'ONU “a ouvert 88 enquêtes et renvoyé chez eux 41 membres du personnel en uniforme”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, décembre 2019. <https://www.buzzfeednews.com/article/karlazabludovsky/haiti-earthquake-un-peacekeepers-sexual-abuse?emci=e5393f56-280b-ec11-981f-501ac57ba3ed&emdi=c8828467-290b-ec11-981f-501ac57ba3ed&ceid=4606001>

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a annoncé que “lorsque les stations-service en Algérie ont cessé de fournir de l'essence au plomb en juillet, l'utilisation de l'essence au plomb a pris fin dans le monde entier” (pour les voitures et les camions ; il est toujours utilisé dans l'aviation, les sports automobiles et les véhicules tout-terrain). Selon le PNUE, “on estime que l'interdiction d'utiliser de l'essence au plomb permet d'éviter plus de 1,2 million de décès prématurés par an, d'augmenter les points de QI chez les enfants, d'économiser 2 45 000 milliards de dollars pour l'économie mondiale et de réduire les taux de criminalité. L'essence au plomb “affecte le développement du cerveau humain, en particulier chez les enfants, des études suggérant qu'elle réduit de 5 à 10 points de QI”. <https://www.unep.org/news-and-stories/press-release/era-lead-petrol-over-eliminating-major-threat-human-and-planetary>

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le HCR a annoncé sa première stratégie climatique, un “cadre stratégique pour l'action climatique” Le conseiller climatique du HCR a déclaré dans une interview que le changement climatique est un “multiplicateur de vulnérabilité”, et le HCR “a commencé à examiner si le droit international des réfugiés pourrait s'appliquer aux migrants climatiques pour aider l'ONU et d'autres à faire face à la crise croissante. Un tel changement ouvrirait la porte à des protections juridiques sans précédent pour les personnes déracinées de leur pays d'origine en raison du changement climatique”, a rapporté *Passblue*. <https://www.passblue.com/2021/08/01/the-un-refugee-agencys-bold-plan-to-manage-the-crisis-of-climate-migrants/>

Nouvelles du monde/générales

Monde des Affaires. TikTok est l'une des principales plateformes de médias sociaux au monde. L'*Institute for Strategic Dialogue*, une ONG basée à Londres, “a entrepris d'examiner l'état de la haine” sur TikTok : “Sur la base d'un échantillon de 1030 vidéos, cette recherche a examiné comment TikTok est utilisé pour promouvoir les théories du complot suprémacistes blanches, fabriquer des conseils, glorifier les extrémistes, les terroristes, les fascistes et les dictateurs, diriger le harcèlement ciblé contre les minorités et produire du contenu qui nie que des événements violents comme des génocides aient jamais eu lieu”. Un effrayant “33 % des comptes TikTok analysés dans cette étude comportent une ou plusieurs références à la haine ou à l'extrémisme dans leurs caractéristiques de profil”, et la “vidéo la plus vue de notre échantillon a eu 2 millions de vues” et “présentait la haine anti-asiatique liée au COVID-19”. À la fin de la période de collecte de données (4-30 juin 2021), seules “191 vidéos, soit

18,5 % de l'échantillon complet, ont été supprimées ou n'étaient plus disponibles sur TikTok”.

<https://www.isdglobal.org/isd-publications/hatescape-an-in-depth-analysis-of-extremism-and-hate-speech-on-tiktok/>

L'ONG britannique *Business & Human Rights Resource Center* a déclaré qu'entre 2013 et 2020, elle “avait enregistré 679 allégations de violations des droits de l'homme liées à la conduite des affaires chinoises à l'étranger”. Les “risques pour les droits de l'homme sont particulièrement élevés dans les métaux et les mines (35 % ou 236 allégations), la construction (22 % ou 152 allégations) et l'énergie fossile (17 % ou 118 allégations)”. Les principales implications sur les droits étaient “une divulgation inadéquate ou une évaluation de l'impact environnemental (EIE) (31 % des allégations enregistrées), suivies par les violations des droits fonciers (29 %), la perte de moyens de subsistance (28 %), les droits du travail (19 %) et pollution et menace pour la santé (18%)”. https://media.business-humanrights.org/media/documents/2021_BHRR_Cha_Briefing.pdf

Le *Business & Human Rights Resource Center* a également fait état d'allégations de violations des droits de l'homme par des sociétés d'énergie renouvelable opérant en Amérique latine, en se concentrant sur l'hydroélectricité, l'éolien et le solaire. Il a déclaré que les sociétés hydroélectriques étaient responsables de 80% des violations des droits de l'homme. Deux fois plus de cas ont été signalés au Mexique et en Amérique centrale qu'en Amérique du Sud, le Honduras ayant le plus grand nombre de cas pour un seul pays : 138 ou 28% du total. <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/media-centre/rapid-rise-in-rights-abuses-by-renewable-energy-companies-in-latin-america/>

La *Gumala Aboriginal Corporation* (GAC) australienne a obtenu un “audit médico-légal” de son accord de 1997 avec la société minière Rio Tinto sur les travaux de la mine de Yandicoogina, a rapporté le *Guardian*. L'audit a indiqué que Rio Tinto “a peut-être sous-payé GAC jusqu'à 400 millions de dollars sur la durée de l'accord” - Rio Tinto avait envoyé à la société un chèque de 40 millions de dollars, soit 10 % de ce montant. Un sénateur a déclaré au *Guardian* : “Un manque de ressources pour aider les groupes de titres autochtones, les propriétaires traditionnels, à établir un titre autochtone, puis, en tant que demandeurs, à utiliser leur titre autochtone dans leur meilleur intérêt est quelque chose qui handicape la pleine promesse des droits de propriété autochtones pendant des décennies”.

<https://www.theguardian.com/australia-news/2021/aug/03/rio-tintos-alleged-underpayment-of-traditional-owners-of-wa-mine-area-sparks-calls-for-widespread-review>

“Google a licencié des dizaines d'employés entre 2018 et 2020 pour avoir abusé de leur accès au pool de données de l'entreprise”, selon un document interne de Google obtenu par *Motherboard*. Le document indique que Google a licencié 36 employés en 2020 pour des problèmes liés à la sécurité, et “86% de toutes les allégations liées à la sécurité contre des employés incluaient une mauvaise gestion d'informations confidentielles, telles que le transfert d'informations uniquement internes à des tiers”.

https://www.vice.com/en/article/g5gk73/google-fired-dozens-for-data-misuse?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=210804

Royal Dutch Shell a accepté de payer environ 95 millions d'euros aux communautés du sud du Nigeria touchées par des marées noires en 1970, a rapporté l'Agence-France Presse. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, janvier 2021. <https://www.theguardian.com/business/2021/aug/12/shell-to-pay-111m-over-decades-old-oil-spills-in-nigeria>

Climat. Des scientifiques d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas, de Suisse, de France, du Luxembourg, des États-Unis et du Royaume-Uni ont collaboré “pour évaluer dans quelle mesure le changement climatique d'origine humaine a modifié la probabilité et l'intensité des fortes précipitations provoquant les graves inondations” en Europe du Nord en mi-juillet. Ils ont noté que “dans de nombreux endroits, les crues extrêmes non seulement dépassent de loin tout événement précédent, mais ont également conduit à une défaillance ou même à la destruction des stations de jaugeage”, rendant la précision impossible. Ils ont utilisé de nombreuses données historiques pour mesurer les changements au fil du temps, dans un cas remontant aux “données vérifiées de qualité” à partir de 1911.

<https://www.worldweatherattribution.org/wp-content/uploads/Scientific-report-Western-Europe-floods-2021-attribution.pdf>

Dans un article sur le changement climatique affectant l'Alaska, le *New York Times Magazine* a cité un chercheur du Service météorologique national des États-Unis disant que “la seule façon de nous ancrer dans la réalité ... est via un record à long terme. “C'est important, dit-il, de pouvoir remettre les choses

dans leur contexte. Il faut pouvoir regarder en arrière”. Un siècle d'archives climatiques à la ferme expérimentale et au centre de vulgarisation de Matanuska près d'Anchorage montre que “la température annuelle moyenne a augmenté de 6,9 degrés Fahrenheit” et “70 ans d'enregistrements recueillis à l'aéroport d'Anchorage montrent que la période annuelle moyenne de jours sans gel a ... augmenté de 17 jours”. <https://zachstgeorge.com/writing/He-Wrote-a-Gardening-Column-He-Ended-Up-Documenting-Climate-Change>.

Archives médicales. Une étude publiée dans le *British Journal of Psychiatry* a utilisé les archives de santé électroniques de 13 000 personnes du sud de Londres, âgées de 15 ans ou plus, qui ont eu un premier contact avec le *South London and Maudsley NHS Foundation Trust* pour des troubles psychotiques et d'humeur en 2008-2012, et les ont suivis chaque année pendant sept ans. Les chercheurs ont comparé les informations de santé avec “des estimations à haute résolution de la pollution de l'air à leur domicile”, a rapporté le *Guardian*, et ont constaté que les personnes exposées à une augmentation de 15 microgrammes par mètre cube ou à des niveaux plus élevés de pollution “avaient un risque 18% plus élevé d'être admis à l'hôpital et un risque plus élevé de 32 % d'avoir besoin d'un traitement ambulatoire après un an. Le lien était le plus fort pour le NO₂ (dioxyde d'azote), qui est largement émis par les véhicules diesel, mais était également important pour la pollution par les petites particules, qui est produite par la combustion de tous les combustibles fossiles”.

https://www.theguardian.com/environment/2021/aug/27/air-pollution-linked-to-more-severe-mental-illness-study?mbid=&utm_source=nl&utm_brand=tny&utm_mailing=TNY_Climate_090121&utm_campaign=aud-dev&utm_medium=email&bxid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&hashc=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&esrc=&utm_term=TNY_ClimateCrisis; <https://www.cambridge.org/core/journals/the-british-journal-of-psychiatry/article/association-between-air-pollution-exposure-and-mental-health-service-use-among-individuals-with-first-presentations-of-psychotic-and-mood-disorders-retrospective-cohort-study/010F283B9107A5F04C51F90B5D5F96D6>

Migration. “La patrouille frontalière américaine a signalé près de 180 000 rencontres avec des migrants le long de la frontière américano-mexicaine en juin, le total mensuel le plus élevé en plus de deux décennies”, a rapporté le *Pew Research Center*. Les statistiques montrent que 34% des migrants de juin avaient tenté de traverser la frontière au moins une fois auparavant au cours de l'année écoulée. Et le *New York Times* a publié un article sur un shérif de l'ouest du Texas qui a retrouvé les corps de migrants décédés en traversant la frontière avec les États-Unis – 19 jusqu'à présent cette année. “Au mois de juillet, les agents de la patrouille frontalière ont trouvé 383 migrants morts, le bilan le plus élevé en près d'une décennie”, mais le chiffre de la patrouille frontalière “n'inclut pas les dizaines de corps retrouvés par d'autres organismes chargés de l'application des lois, tels que les bureaux du shérif local”.

<https://www.pewresearch.org/fact-tank/2021/08/10/migrant-encounters-at-u-s-mexico-border-are-at-a-21-year-high/>;
https://news.yahoo.com/texas-sheriffs-grim-task-finding-121652474.html?fr=sycsrp_catchall

En janvier dernier, 22 policiers mexicains ont tiré sur deux camions transportant des migrants vers la frontière américaine, puis y ont mis le feu, tuant 16 Guatémaltèques, 2 Mexicains et 1 Salvadorien. *VICE News* “a obtenu des images exclusives des audiences préliminaires contre les 12 officiers inculpés des meurtres, qu'un juge a ordonné de garder secrètes en raison de la nature sensible de l'affaire”. Parmi les preuves avancées par le procureur : “des outils de géolocalisation ont placé l'un des véhicules de police sur les lieux du massacre au moment où il se déroulait ... et les données des téléphones portables ont prouvé que les agents étaient physiquement là. L'un des officiers inculpés, une femme qui était le commandant de la police régionale, a déclaré que lorsque son récit du massacre ne correspondait pas à celui des autres officiers, “l'enquêteur modifiait mon témoignage afin qu'il corresponde à celui du reste de mes collègues”. https://www.vice.com/en/article/93y847/us-trained-cops-in-mexico-killed-migrants-set-them-on-fire-say-prosecutors?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=210807

Human Rights First, une ONG américaine, a déclaré avoir “suivi au moins 6 356 enlèvements, agressions sexuelles et autres attaques violentes contre des personnes bloquées aux points d'entrée ou expulsées vers le Mexique par le DHS [*U.S. Department of Homeland Security*] depuis l'entrée en fonction du président Biden”, le 20 janvier. Le rapport s'appuie sur des entretiens avec des migrants et des demandeurs d'asile au Mexique et des représentants du gouvernement aux États-Unis et au Mexique et “s'appuie sur les données d'une enquête électronique sur les demandeurs d'asile au Mexique menée par Al Otro Lado entre juin et août 2021, ainsi que sur des informations à partir de données gouvernementales américaines et mexicaines, de sources médiatiques et d'autres rapports sur les droits de l'homme”. https://www.humanrightsfirst.org/sites/default/files/HumanRightsTravesty_FINAL.pdf

Vie privée. *Privacy International*, une ONG basée au Royaume-Uni, a examiné les programmes de régime BetterMe Meal Plan, Noom et VShred qui utilisent des tests pour “attirer” les utilisateurs. “Ces tests encouragent les utilisateurs à partager des données personnelles sensibles, y compris sur leur santé mentale”. Les chercheurs de l’IP ont saisi les données nécessaires pour s’inscrire aux programmes, puis “ont effectué une analyse du trafic pour savoir ce qu’il advient des données”. Ils ont constaté que Noom dit explicitement qu’il partagera les données collectées, “alors que les mauvaises pratiques de sécurité des autres signifiaient que les données étaient de facto accessibles à des tiers”. De plus, pour “au moins” deux des programmes, “les données que nous avons saisies n’ont pas affecté le programme qui nous était vendu, ce qui soulève des questions sur la raison pour laquelle les données sont collectées en premier lieu”. <https://privacyinternational.org/long-read/4603/unhealthy-diet-targeted-ads-investigation-how-diet-industry-exploits-our-data>

La société de télécommunications américaine T-Mobile a déclaré qu’une violation de données avait compromis les informations de plus de 50 millions de personnes. Exceptionnellement, “plus de 40 millions sont des clients anciens ou potentiels qui avaient demandé un crédit auprès du transporteur”, en d’autres termes, pas des clients. Comme l’a écrit *WIRED*, “La plus grande question ... est de savoir si T-Mobile avait vraiment besoin de conserver des informations aussi sensibles provenant de 40 millions de personnes avec lesquelles il ne fait actuellement pas affaire”. https://www.wired.com/story/t-mobile-breach-much-worse-than-it-had-to-be/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_mailing=WIR_Daily_081821&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=list1_p4

Technologie. Plus de 90 groupes politiques de six continents ont signé une lettre ouverte exhortant Apple “à abandonner son projet de faire scanner les photos des appareils Apple à la recherche de matériel pédopornographique”, a rapporté *Ars Technica*. La lettre du groupe disait : “Bien que ces capacités soient destinées à protéger les enfants et à réduire la propagation du matériel pédopornographique (CSAM), nous craignons qu’elles ne soient utilisées pour censurer les discours protégés, menacer la vie privée et la sécurité des personnes dans le monde ... et ont des conséquences désastreuses pour de nombreux enfants”. https://www.wired.com/story/apple-csam-plan-sparks-outcry-from-policy-groups/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_mailing=WIR_Daily_082021&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=list2_p1

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Afghanistan/Pakistan. Selon *MENAFN*, le Pakistan a donné aux talibans afghans “une liste des ‘terroristes les plus recherchés’ affiliés au Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP) interdit, opérant depuis le pays voisin déchiré par la guerre”. “Le chef des talibans afghans, Haibatullah Akhundzada, aurait mis en place une commission de trois membres pour enquêter sur les plaintes d’Islamabad selon lesquelles le TTP utilisait l’Afghanistan pour préparer des attaques terroristes transfrontalières”. <https://menafn.com/1102700383/Afghan-Taliban-given-list-of-wanted-TTP-men>

Guerres des Balkans. Le Centre de droit humanitaire de Belgrade (HLC) a publié une collection d’archives numériques, “Crimes à Foca en 1992”, contenant “des jugements, des vidéos, des expositions et d’autres documents collectés dans les bases de données des tribunaux et les archives du HLC”. HLC a déclaré : “Certains des exemples les plus dramatiques de violence sexuelle systématique pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine se sont produits à Foca, ce qui a été l’une des raisons de la création du Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie”. <https://zoneofnonresponsibility.net/digital-collections/zlocini-u-foci-1992-godine/>

Burkina Faso/Union européenne/Mali/Niger/Serbie. “Amnesty International a collecté et analysé plus de 400 contenus numériques du Burkina Faso et du Mali, y compris des photos et des vidéos vérifiées publiées sur les réseaux sociaux par des membres de groupes armés entre janvier 2018 et mai 2021. Les images montrent des stocks d’armes et des combattants de divers groupes armés, groupes et auxiliaires de l’État”. Alors que la plupart des armes visibles étaient de vieilles kalachnikovs d’origine soviétique, “Amnesty a identifié 12 cas où des combattants portaient des armes plus récentes fabriquées par la société serbe Zastava”. La Serbie, comme d’autres pays européens, a ratifié le traité sur le commerce des armes “qui interdit le transfert d’armes s’il existe un risque qu’elles soient utilisées pour commettre ou faciliter des violations des droits de l’homme. De telles violations sont endémiques au Sahel, où la base

de données sur les événements de localisation des conflits armés a signalé plus de 6 000 décès de civils en 2017-2021 au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Selon les données officielles du rapport annuel de l'Union européenne, depuis 2013, les États de l'UE (dont la Slovaquie, la République tchèque et la France) ont “délivré 506 licences, d'une valeur de 205 millions d'euros, d'équipements militaires au Mali et au Burkina Faso”. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/sahel-amnesty-identifies-serbian-weapons-in-stockpiles-of-brutal-armed-groups/>

Iran/Suède. Le procès d'Hamid Noury a débuté à Stockholm. Il est “présumé avoir joué un rôle important dans les exécutions sommaires de 1988 dans plusieurs prisons à travers l'Iran”, a rapporté *Justice Info*. Noury a été arrêté en Suède en 2019, sur la base de documents remis aux procureurs suédois par un cabinet d'avocats londonien. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, juin 2021. [Iran: first trial for 1988 massacres opens in Stockholm - JusticeInfo.net](https://www.justiceinfo.net/iran-first-trial-for-1988-massacres-opens-in-stockholm)

Kenya/Royaume-Uni. Six rapporteurs spéciaux (SR) de l'ONU ont écrit au gouvernement britannique “exprimant leur inquiétude quant à son incapacité à fournir des “recours et réparations efficaces” aux peuples Kipsigis et Talai” du Kenya qui ont été “brutalement expulsés par l'armée britannique entre 1895 et 1963 pour faire place pour des plantations de thé lucratives appartenant à des colons blancs”, a écrit le *Guardian*. (Les deux peuples avaient déposé une plainte auprès de l'ONU en 2019 pour demander une enquête.) La lettre a été envoyée le 31 mai, notant que si le gouvernement britannique n'avait pas répondu dans les 60 jours, la lettre serait rendue publique; sans réponse, la lettre a été publiée début août. Après avoir exprimé “de sérieuses préoccupations” concernant le manque de responsabilité et de recours, les SR ont écrit : “Nous sommes en outre préoccupés par l'incapacité d'adopter des mesures pour établir les faits et connaître la vérité sur les circonstances entourant ces violations, y compris l'identité des victimes et auteurs, les événements qui ont conduit aux violations et leur impact sur les populations affectées et leurs descendants”. <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26395>; <https://www.theguardian.com/global-development/2021/aug/03/un-criticises-uk-for-failure-to-redress-colonial-era-land-grab-in-kenya>

Liban/Syrie. L'ONG *Syria Justice and Accountability Center* (SJAC) a signalé qu'environ 1,5 million de réfugiés syriens vivent au Liban, et en raison des “règles strictes de résidence” du Liban, on estime que 86 % de ces Syriens sont sans résidence légale. Le gouvernement libanais a empêché le HCR d'enregistrer les réfugiés syriens en 2015, et maintenant “les réfugiés syriens sans enregistrement ont hésité à se faire tester, traiter et vacciner contre le COVID-19 par crainte d'être expulsés”. Le SJAC a déclaré : “Le Liban doit ... réduire les obstacles à l'enregistrement légal des réfugiés et permettre au HCR de reprendre l'enregistrement et le comptage directs des réfugiés. Cela rationalisera l'aide humanitaire et la réinstallation possible”. https://syriaaccountability.org/updates/2021/08/05/lebanons-economic-turmoil-syrians-face-unique-vulnerabilities/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=52a8fb6a61-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-52a8fb6a61-96428969

Russie/Ukraine. “Les restes de 5 000 à 8 000 personnes ont été retrouvés dans 29 tombes dans la ville méridionale d'Odessa”, a rapporté l'AFP. Le chef de la branche régionale de l'Institut national de la mémoire de l'Ukraine a déclaré que “les victimes auraient probablement été tuées par l'unité de la police secrète soviétique à la fin des années 1930. Cependant, a-t-il déclaré, il ne serait pas possible d'identifier les victimes car les archives étaient détenues en Russie”. <https://www.bbc.com/news/world-europe-58340805>

Corée du Sud/États-Unis/Vietnam. Les victimes d'un massacre perpétré par les troupes sud-coréennes dans les villages vietnamiens de Phong Nhi et Phong Nhut le 12 février 1968 demandent réparation au gouvernement sud-coréen, dans le premier procès du genre à être jugé par un tribunal sud-coréen, a rapporté le *New York Times*. La Corée du Sud a envoyé 320 000 soldats pour combattre dans la guerre du Vietnam, et des documents américains déclassifiés fournissent des preuves d'atrocités civiles commises par les troupes sud-coréennes. Cependant, “la Corée du Sud maintient qu'elle n'a trouvé aucune preuve de meurtres de civils dans ses archives en temps de guerre”. <https://www.bangkokpost.com/world/2169323/south-koreans-face-up-to-atrocities-in-vietnam-war>

Nouvelles Nationales.

Afghanistan. Le Secrétaire général de l'ONU a publié le cinquième rapport sur les enfants et les conflits armés en Afghanistan. Il a déclaré que “5 770 garçons et filles supplémentaires ont été tués et mutilés en

Afghanistan entre janvier 2019 et décembre 2020 en Afghanistan”, et pendant cette période “une victime civile sur trois était un enfant”. Les groupes armés “en particulier les talibans” étaient responsables de 46 % des “violations graves, suivis des “forces gouvernementales et pro-gouvernementales” (35 %), ainsi que des mines terrestres et des “restes explosifs de guerre”.

<https://childrenandarmedconflict.un.org/2021/08/138737/>

Bangladesh. *Human Rights Watch* a déclaré avoir des preuves crédibles de disparitions forcées commises par les forces de sécurité au cours de la dernière décennie, et a “vérifié des cas de disparitions forcées au Bangladesh au cours de la dernière décennie dans lesquels on ignore où se trouve la victime ». HRW a interrogé plus de 115 victimes, membres de leurs familles et témoins de disparitions forcées et a déclaré que les autorités bangladaises faisaient preuve d'un “refus persistant d'enquêter ... et tenir les coupables pour responsables. Il a exhorté l'ONU à entreprendre une “enquête internationale sur les disparitions forcées » et à interdire aux officiers du bataillon d'action rapide de l'armée, une unité paramilitaire de lutte contre le terrorisme liée aux disparitions, de participer aux forces de maintien de la paix de l'ONU (en 2020, le Bangladesh était le plus grand contributeur à ces missions). Les défenseurs des droits de l'homme bangladais ont aidé HRW à documenter les cas, mais “la répression gouvernementale contre les organisations de la société civile est si sévère qu'aucun des défenseurs des droits de l'homme qui nous ont aidés dans ce projet ne souhaite être nommé”.

<https://www.hrw.org/report/2021/08/16/where-no-sun-can-enter/decade-enforced-disappearances-bangladesh>

Biélorussie. “Le 13 août, le tribunal de district central de Minsk ... a accordé une demande du ministère de l'Intérieur pour déclarer tout le contenu publié par Tut.by et Zerkalo.io comme ‘extrémiste’, interdisant ainsi les deux médias”, a rapporté le Comité pour la protection des journalistes. “Le ministère de l'Information répertoriera les sites Web, les profils de réseaux sociaux et les logos de Tut.by et Zerkalo.io sur la liste républicaine des documents extrémistes du gouvernement, selon le communiqué du tribunal. Une fois les points de vente ajoutés à cette liste, toute personne reconnue coupable d'avoir produit, stocké ou diffusé du matériel provenant des sites Web peut être passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 870 roubles (349 \$ US) ou d'une détention pouvant aller jusqu'à 15 jours, selon le code administratif de la Biélorussie”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, mai 2021.

<https://cpi.org/2021/08/belarusian-court-bans-tut-by-and-affiliated-news-website-zerkalo-io-as-extremist/>

Bolivie. Un groupe d'experts des droits de l'homme composé de cinq membres établi par l'Organisation des États américains a publié un “rapport cinglant de 471 pages” sur “les événements entourant le vote présidentiel contesté de 2019”, a rapporté AP. Il a constaté que “le récent gouvernement intérimaire de la Bolivie est arrivé au pouvoir en contournant les règles constitutionnelles pour la succession présidentielle et a persécuté les opposants avec des “tortures systématiques” et des “exécution sommaires” par les forces de sécurité au lendemain tumultueux de la démission d'Evo Morales en 2019”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, mai et juin 2020.

<https://www.theguardian.com/world/2021/aug/17/bolivia-government-tortured-executed-opponents-report>

Brésil. L'Association des peuples autochtones du Brésil (APIB) a demandé au procureur de la Cour pénale internationale “d'examiner les crimes perpétrés contre les peuples autochtones par le président Jair Bolsonaro depuis le début de son mandat, en janvier 2019, avec une attention particulière sur la période de Covid-19 pandémie”. L'Association a déclaré que sa plainte comprenait “plusieurs plaintes de dirigeants et d'organisations autochtones, des documents officiels, des recherches universitaires et des notes techniques”. <https://apiboficial.org/2021/08/09/unprecedented-apib-denounces-bolsonaro-before-the-icc-in-the-hague-for-indigenous-genocide/?lang=en>

République centrafricaine. La MINUSCA (Mission des Nations Unies en RCA) et le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies ont publié un rapport sur la “situation des droits de l'homme” de juillet 2020 à juin 2021. Il a déclaré avoir documenté 526 “incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire”, affectant “au moins 1 221 victimes, dont 144 civils”, avec “des exécutions extrajudiciaires et sommaires, des actes de torture et des mauvais traitements, des arrestations et détentions arbitraires, un usage inutile et disproportionné de la force, des violences sexuelles liées au conflit et des violations graves contre des enfants, y compris leur recrutement par les parties au conflit. Un peu plus de la moitié (54 %) des incidents documentés ont été perpétrés par “une coalition de groupes armés, connue sous le nom de CPC” (*Coalition of Patriots for Change*), le reste

étant causé par le personnel du gouvernement ou de sous-traitants”. <https://minusca.unmissions.org/en/central-african-republic-un-report-calls-urgent-end-mounting-human-rights-abuses-and-violations>

Chili. La Commission interaméricaine des droits de l'homme s'est félicitée du règlement amiable de l'affaire entre l'État et les ONG *Centro de Derechos Reproductive* et *Vivo Político* concernant la responsabilité de l'État pour la stérilisation, le 5 novembre 2002, dans un hôpital public d'une femme sans son consentement éclairé, malgré le fait que la loi chilienne exige “que la stérilisation soit autorisée par écrit et avec le consentement éclairé du patient”. Une grande variété de mesures de réparations personnelles et publiques ont été convenues.

<https://oas.org/en/IACHR/jsForm/?File=/es/cidh/prensa/comunicados/2021/221.asp>

Chine. Une nouvelle loi impose “certains des contrôles les plus stricts au monde sur le traitement par le secteur privé des informations sur les individus, mais ne semble pas affecter la surveillance omniprésente du parti au pouvoir ou l'accès aux ... données d'entreprise”, a rapporté *AP*.

https://apnews.com/article/technology-business-china-data-privacy-1d3fcbac4549c6968c07897900c96cc3?utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=August20_MorningWire&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

<https://www.aljazeera.com/news/2021/8/10/colombia-farc-rebels-recruited-more-than-18000-children-court>

Colombie. Le tribunal de la juridiction spéciale pour la paix (JEP) a annoncé ses conclusions sur le recrutement d'enfants par les ex-rebelles des FARC sur une période de 20 ans, a rapporté *Al Jazeera*. Le président de la JEP a déclaré lors d'une conférence de presse “une estimation provisoire, qui pourrait être encore plus élevée” est que 18 667 garçons et filles ont été utilisés dans le conflit, et qu'au moins 5 691 des enfants avaient moins de 14 ans”. “Le décompte provient de l'analyse de 31 bases de données compilées par des groupes de victimes et l'État, ainsi que des témoignages de 274 personnes qui ont été recrutées de force” --un bon exemple d'utilisation d'informations provenant de l'État, du secteur privé et d'individus pour examiner une violation des droits humains.

<https://www.aljazeera.com/news/2021/8/10/colombia-farc-rebels-recruited-more-than-18000-children-court>

Le médiateur colombien des droits de l'homme a publié un rapport indiquant que 78 militants des droits humains et communautaires ont été assassinés au cours du premier semestre de l'année, contre 90 au premier semestre 2020, a rapporté *Reuters*. Le médiateur a également déclaré que 182 militants avaient été tués en 2020, contre 134 en 2019, mais “les groupes de défense des droits de l'homme, qui maintiennent leurs propres décomptes, affirment que le chiffre est plus élevé”.

<https://www.euronews.com/2021/08/26/us-colombia-violence?emci=f5824458-7606-ec11-981f-501ac57ba3ed&emdi=b91f47a-7706-ec11-981f-501ac57ba3ed&ceid=4606001>

VICE World News a rapporté le cas d'un manifestant qui a été battu par la police lors d'une grève le 1er mai à Madrid, une ville satellite de Bogota, et qui est décédé. Sa famille “a lancé un appel sur les réseaux sociaux pour demander aux gens de les aider à comprendre ce qui s'est passé”; ils ont obtenu des vidéos et des images de caméras de surveillance à partir de quatre téléphones portables ; *VICE* a vu les vidéos, les dossiers médicaux et les témoignages sur les coups. Le procureur général a ouvert une enquête sur l'affaire, mais l'avocat de la famille a déclaré “qu'il n'y a eu pratiquement aucun progrès depuis la première étape, même s'il a personnellement remis les vidéos, les dossiers médicaux et d'autres preuves il y a des mois”. https://www.vice.com/en/article/v7eq99/cops-in-colombia-were-caught-on-video-brutalizing-this-protester-his-family-wants-answers?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=210807

Équateur. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a condamné “les actes de violence qui se sont produits dans divers pénitenciers ... qui a fait au moins 121” morts et “des dizaines” de blessés, dont des gardiens de prison. La CIDH a basé la déclaration sur des sources officielles, y compris des données du SNAI, du Service national de soins complets pour les adultes privés de liberté et les délinquants juvéniles, et des informations publiques. [IACHR Condemns Acts of Violence in Ecuadorian Penitentiaries in the Course of 2021 \(mailchi.mp\)](https://www.ohchr.org/fr/Document/Details.aspx?symbolno=OEA/Ser.L/V/II/2021/11)

Égypte. “Une vidéo diffusée par le porte-parole des forces armées égyptiennes le 1er août pour faire le point sur les opérations contre les militants, montre un soldat tirant à bout portant sur une personne endormie dans une tente de fortune. Un autre clip montre un homme non armé pilonné par des balles d'en haut, alors qu'il court dans le désert, avant de tomber au sol. Dans la voix off de la vidéo, le narrateur célèbre le succès des opérations des forces armées égyptiennes dans le nord du Sinaï, annonçant le meurtre de 89 militants sur une période indéterminée”. Amnesty International a appelé le

procureur à “ouvrir des enquêtes efficaces, impartiales et indépendantes sur ce qui semble être une exécution extrajudiciaire”. Les armes utilisées pour tuer l'homme dans la tente ont été fabriquées aux États-Unis, et Amnesty a déclaré : “La communauté internationale, y compris les États-Unis et les États membres de l'UE, doit arrêter de toute urgence le transfert d'armes ou d'équipements militaires lorsqu'il existe un risque évident que ceux-ci puissent être utilisés pour commettre des violations des droits de l'homme”. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/egypt-investigate-evidence-of-extrajudicial-executions-by-egyptian-army-in-north-sinai/>

Une plateforme en ligne appelée Qawem (“résister” en arabe) a été lancée il y a un an par des militants pour aider les femmes à lutter contre la sextorsion, la pratique consistant à menacer de partager des photos privées pour humilier ou contraindre les femmes photographiées, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Au cours de l'année écoulée, Qawem a reçu plus de 250 000 appels à l'aide, un nombre que le créateur de Qawem qualifie de “alarmant”. L'organisation contactera le maître chanteur et lui dira “qu'il ne sera pas dénoncé à la police à condition qu'il envoie une vidéo de lui-même s'excusant, promet d'effacer les images et accepte la responsabilité légale si elles sont rendues publiques”. S'il n'est pas d'accord, “Qawem aide les victimes à se rendre à la police pour signaler une sextorsion”, même si les condamnations sont rares et que les filles de moins de 18 ans “ne peuvent pas porter plainte sans tuteur légal”. Il n'y avait aucune explication sur la façon dont Qawem préserve les vidéos “Je promets” afin de tenir les maîtres chanteurs responsables s'ils rompent la promesse. <https://news.trust.org/item/20210803000139-jlac0/>

El Salvador. Le 3 septembre 2020, *El Faro* a révélé que le gouvernement avait “secrètement négocié une réduction des homicides” avec le gang MS-13, et quatre jours plus tard, “les procureurs ont fait une descente” au siège du Bureau des prisons à la recherche de preuves. Il était trop tard. Maintenant, en août 2021, *El Faro* a rapporté que le 5 septembre 2020, le directeur des prisons avec du “personnel informatique” s'était rendu à l'établissement pénitentiaire de Zacatecoluca et avait retiré les “disques durs d'ordinateur” et les “lecteurs de changement” contenant “des séquences vidéo de visiteurs entrant l'installation et d'autres informations, y compris ... les communications des chefs de gangs en prison à leurs membres dans la rue” et a également supprimé “221 journaux de bord”. “Les procureurs affirment que les journaux de bord ont été déposés aux Archives de la DGCP [Bureau des prisons] à Planes de Renderos, et il n'est pas clair si les procureurs les ont finalement obtenus”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, avril 2021. https://elfaro.net/en/202108/el_salvador/25670/Criminal-Investigation-Found-the-Bukele-Administration-Hid-Evidence-of-Negotiations-with-Gangs.htm?utm_source=DB+El+Faro_English&utm_campaign=fa2bddf484-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-fa2bddf484-59351739

Le 31 août, l'Assemblée législative “a fait adopter des réformes du système judiciaire, forçant les juges et procureurs de haut rang à prendre leur retraite”, a rapporté *El Faro*. En vertu de la nouvelle loi, le juge chargé de l'affaire du massacre d'El Mozote sera contraint de prendre sa retraite, menaçant “l'avenir du procès d'officiers militaires de haut niveau pour le massacre d'El Mozote, lorsque des soldats salvadoriens formés aux États-Unis ont assassiné près de 1000 civils”. Les avocats de la défense des officiers avaient “demandé à plusieurs reprises de le renvoyer” et le ministère de la Défense “a refusé à plusieurs reprises au juge Guzman l'accès aux dossiers pertinents conservés dans les casernes militaires”. L'un des avocats des victimes a écrit sur Twitter : “La protection des criminels de guerre est l'objectif de ces réformes. Le journaliste d'*El Faro* qui couvrait le procès a déclaré : “révoquer le juge Guzman, c'est clore l'affaire. Le procès ne peut pas être répété car de nombreux témoins qui ont témoigné au cours des cinq dernières années sont décédés”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, mai 2021. <https://mailchi.mp/elfaro.net/elfaro-english-bukele-purges-judiciary-6213384?e=b68035e8b1>

Ethiopie. *Amnesty International* a publié un rapport sur les viols et autres violences sexuelles dans le conflit du Tigré. Le rapport a déclaré que les femmes et les filles sont victimes de violences de la part des membres de la Force de défense nationale éthiopienne, de la Force de défense érythréenne, de la Force spéciale de politique régionale d'Amhara et de Fano, une milice d'Amhara. “Les établissements de santé du Tigré ont enregistré 1288 cas de violence sexuelle de février à avril 2021. L'hôpital d'Adigrat a enregistré 376 cas de viol depuis le début du conflit jusqu'au 9 juin 2021. Cependant, de nombreuses survivantes ont déclaré à Amnesty International qu'elles ne s'étaient pas rendues dans les établissements de santé ... suggérant que ces chiffres ne représentent qu'une petite fraction des viols dans le contexte

du conflit”. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/ethiopia-troops-and-militia-rape-abduct-women-and-girls-in-tigray-conflict-new-report/>

Human Rights Watch a déclaré que depuis fin juin, les autorités éthiopiennes “ont arbitrairement détenu, fait disparaître de force et commis d'autres exactions contre les Tigréens dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba”. En juillet et août, *HRW Human Rights Watch* a examiné des documents judiciaires et policiers et des “photos pertinentes” et “a interrogé les parents, amis et avocats de 23 Tigréens que les autorités ont arrêtés entre le 28 juin et le 19 juillet et dont le sort n'a pas été révélé. Un avocat a également partagé une liste de 110 personnes supplémentaires dont les proches ont déclaré qu'ils ne savaient pas où ils se trouvaient depuis le 2 août”. <https://www.hrw.org/news/2021/08/18/ethiopia-ethnic-tigrayans-forcibly-disappeared>

Guatemala. Le juge Miguel Angel Galvez a ordonné que deux anciens généraux de haut rang soient jugés pour avoir commis “génocide, crimes contre l'humanité et enlèvement forcé de 1978 à 1982 dans une affaire où plus de 1700 personnes ont été tuées lors de 31 massacres distincts” dans la province de Quiche, qui abrite de nombreuses communautés indigènes mayas, a rapporté *Reuters*. Les immenses archives de la police guatémaltèque devraient contenir des preuves pertinentes. <https://kfgo.com/2021/08/30/in-guatemala-two-ex-generals-ordered-to-stand-trial-for-genocide/?emci=ddfa4249-580a-ec11-981f-501ac57ba3ed&emdi=5eb48737-590a-ec11-981f-501ac57ba3ed&ceid=4606001>

Haïti. Le gouvernement a demandé l'aide des Nations Unies pour la mise en place d'une commission internationale d'enquête sur le meurtre du président Jovenel Moïse et la création d'un tribunal spécial pour la poursuite des coupables, a rapporté *Haïti Libre*. <https://www.haitilibre.com/en/news-34412-haiti-justice-the-chancellery-asks-the-un-for-help-in-the-investigation-into-the-assassination-of-president-moise.html>

Un juge et deux greffiers qui avaient rassemblé des preuves pour l'enquête sur le meurtre du président Moïse se cachaient le 2 août, a rapporté le *New York Times*, “avec un sac à dos rempli de documents juridiques qui pourraient déterminer le sort du procès le plus important d'Haïti dans des décennies. Les greffiers, qui ont noté les déclarations des témoins, ont déclaré avoir subi des pressions pour ajouter les noms de deux Haïtiens éminents aux personnes impliquées, et le juge d'instruction “a déclaré qu'il avait ... subi des pressions pour modifier ses déclarations sous serment et qu'il avait été menacé de mort s'il ne s'exécutait pas. De plus, “des documents judiciaires montrent que deux anciens soldats colombiens tués après l'assassinat” avaient environ 42 000 \$ en espèces, mais dans “les rapports de police ultérieurs, l'argent ne figure pas parmi les preuves trouvées sur les lieux”. <https://www.nytimes.com/2021/08/02/world/americas/haiti-jovenel-moise-killing.html>

Inde. Des militants des droits de l'homme ont déclaré à la Fondation Thomson Reuters qu’“au moins trois États indiens refusent des passeports et des emplois gouvernementaux à des personnes en raison de leurs publications sur les réseaux sociaux ou de leur participation à des manifestations”. [No jobs, passports for 'anti-national' social media posts in India \(trust.org\)](https://www.trust.org/en/2021/08/02/no-jobs-passports-for-anti-national-social-media-posts-in-india)

Le chef militaire du Front uni de libération de l'Asom-Indépendant interdit a envoyé une lettre au ministre en chef de l'État de l'Arunachal Pradesh soulignant que “les locuteurs natifs de l'assamais de l'Arunachal Pradesh se sont vu refuser le droit d'obtenir leur PRC [certificats de résident permanent] ” bien qu'il vive dans l'État depuis des générations, a rapporté *The Hindu*. Il a dit : “Les locuteurs de l'assamais, qui sont natifs du pays. . . sont maintenant en danger d'expatriation”. <https://www.thehindu.com/news/national/other-states/grant-prc-to-assamese-people-ulfa-i-to-arunachal-cm/article36150773.ece>

Iran. HRANA, l'agence de presse des militants des droits de l'homme, a déclaré que les résidents de la province du Sistan et du Baluchestan qui n'ont pas de documents d'identité gouvernementaux se voient “refuser la vaccination contre le COVID-19, même lorsque les vaccins ne sont pas rares ». Selon le directeur général du registre provincial, “depuis 2013, les cas de plus de 9 000 ménages qui n'avaient pas de pièce d'identité ont été traités, entraînant la délivrance d'environ 30 000 documents d'identification. Plus de 1 500 cas de citoyenneté ont été refusés”. Les estimations du nombre de personnes dans la province qui n'ont pas de pièce d'identité vont jusqu'à 100 000 personnes. <https://www.en-hrana.org/residents-of-sistan-and-baluchestan-province-who-do-not-have-id-being-denied-coronavirus-vaccine-and-other-medical-services/>

“Un groupe de pirates informatiques connu sous le nom d'Edalat Ali, ou ‘la justice d'Ali’, a publié des images piratées des caméras de sécurité de la prison d'Evin à Téhéran” montrant “la salle de contrôle et les mauvais traitements infligés aux autorités pénitentiaires avec les prisonniers”, a rapporté *Iran News Wire*. Selon le *Washington Post*, les images ont été distribuées à des organes de presse, dont l'AP “qui a d'abord rendu compte de la vidéo divulguée et a déclaré que les horodatages sur les images montraient qu'elle avait été enregistrée en 2020 et cette année”. AP a déclaré que “le groupe qui a partagé les vidéos ... prétendait avoir des ‘centaines’ de giga-octets de données”. <https://www.eurasiareview.com/24082021-iranian-hackers-leak-footage-of-conditions-inside-evin-prison/> ; https://www.washingtonpost.com/world/middle-east/iran-evin-footage-prison-apology/2021/08/24/a36182b4-04db-11ec-b3c4-c462b1edcfc8_story.html

“Le Centre statistique d'Iran a déclaré le 20 août que le mariage des filles entre 10 et 14 ans avait augmenté de 10,5% en 2020 par rapport à 2019”, a rapporté *Iran News Wire*. Le secrétaire de l'Autorité nationale de la Convention des droits de l'enfant a déclaré que “certaines familles marient leurs enfants avant l'âge de 13 ans sans enregistrement officiel” bien que la loi oblige les familles à “obtenir l'autorisation du tribunal pour épouser des filles de moins de 13 ans d'âge”. Il a attribué la prévalence des mariages d'enfants à “la pauvreté culturelle et économique”. <https://www.eurasiareview.com/31082021-iran-child-rights-official-says-child-marriages-3-times-more-than-official-stats/>

Liban. *Human Rights Watch* a publié un rapport sur les preuves impliquant des représentants du gouvernement dans l'explosion du 4 août 2020 dans le port de Beyrouth qui a fait 218 morts et causé des dommages estimés entre 3,8 et 4,6 milliards de dollars. L'explosion a été causée par l'inflammation de nitrate d'ammonium qui avait été déchargé d'un navire en 2014 et stocké dans le port. HRW a examiné “des dizaines de documents officiels envoyés par et à des fonctionnaires”, y compris des hauts dirigeants, complétés par des entretiens. La chaîne de télévision *Al-Jadeed* “a présenté des preuves” qu'un conseiller du ministre des Travaux publics et des Transports “a retiré des documents” du ministère le 9 août, et “depuis l'explosion ... une série de défauts procéduraux et systémiques dans l'enquête nationale l'ont rendu incapable de rendre justice de manière crédible”. HRW a exhorté le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à établir “une mission d'enquête internationale et indépendante” pour enquêter sur l'explosion, notamment “en préservant les preuves et en identifiant les auteurs présumés” de violations et d'abus des droits de l'homme. <https://www.hrw.org/report/2021/08/03/they-killed-us-inside/investigation-august-4-beirut-blast>

Avec l'économie du Liban dans une spirale descendante et l'effritement du tissu social, le groupe militant chiite Hezbollah a distribué deux cartes de rationnement à chaque famille pauvre vivant dans les “bastions du Hezbollah”, permettant aux membres de la famille “d'acheter des produits fortement subventionnés dans des dizaines de magasins » ainsi que l’“obtention d'un traitement médical et des conseils dans 48 cliniques gérées par le Hezbollah à travers le Liban”, a rapporté AP. Pendant ce temps, “le gouvernement travaille depuis des mois pour délivrer des cartes de rationnement aux familles pauvres”. https://apnews.com/article/middle-east-religion-lebanon-beirut-hezbollah-93e21ba43a0f64198ca3726d3284ad39?utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=Sep01_MorningWire&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

Malte. Neuf organisations médiatiques internationales, dont Article 19, PEN International et Reporters sans frontières, ont applaudi la publication du rapport de 437 pages de la Commission d'enquête publique sur l'assassinat en 2017 de la journaliste d'investigation Daphne Caruana Galizia. Le Conseil a conclu que “l'État doit assumer la responsabilité de l'assassinat parce qu'il a créé un climat d'impunité”. Les reportages critiques de Caruana Galizia “ont inévitablement entraîné une confrontation directe avec le pouvoir” et “ont atteint un point culminant après la publication des *Panama Papers* et des révélations sur la société offshore 17 Black”. Le scandale des Panama Papers était une fuite en 2016 de 11,5 millions de documents - 2,6 téraoctets de données - du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca qui contenaient des informations financières et d'avocat-client pour plus de 214 488 entités offshore. Pour le contexte au sujet du scandale, voir *Nouvelles SADH*, avril 2016. . <https://rsf.org/en/news/daphne-caruana-galizia-landmark-public-inquiry-recommendations-must-be-implemented>

Mauritanie. Le 23 août, Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition, *Justice Info* a publié un article sur la persistance de l'esclavage en Mauritanie. En 2018, le *Global Slavery Index* publié par la *Walk Free Foundation* estimait à 90 000 le nombre de personnes vivant dans “l'esclavage moderne”, mais « des associations locales accusent le gouvernement de ne pas autoriser un

recensement des esclaves et affirment que ces chiffres sont loin de refléter toute l'ampleur du phénomène.” SOS Esclaves, une ONG, a déclaré : “Les conditions d'accès à l'état civil sont pratiquement impossibles pour les esclaves ... Des centaines de milliers de personnes ne peuvent pas s'inscrire. Si quelqu'un n'est pas enregistré, il n'existe pas en tant que citoyen et ne peut accéder à aucun droit, y compris à l'éducation.” [Justice still in chains for Mauritania's slaves - JusticeInfo.net](#)

Mexique. Le Bureau de Washington sur l'Amérique latine, une ONG, a déclaré que “le registre national des disparus du Mexique répertorie plus de 23000 personnes disparues entre 2018 et 2020, qui sont toutes présumées être victimes d'un crime. Pourtant, moins d'un tiers sont répertoriés dans le Registre comme victimes d'un crime spécifique faisant actuellement l'objet d'une enquête. Cela reflète à la fois un échec des autorités à télécharger des informations sur le Greffe - l'empêchant de réaliser son potentiel en tant qu'outil de recherche et d'enquête - et un réel écart entre les victimes de disparition et les enquêtes pénales”. Les statistiques gouvernementales indiquent que plus de 90 000 personnes sont actuellement disparues. https://mexicodisappearances.wola.org/?utm_source=WOLA+Mailing+List&utm_campaign=93e1e073c5-EMAIL_CAMPAIGN_2021_07_28_04_04_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_54f161a431-93e1e073c5-133911529

Il y a plus de 52000 cadavres non identifiés au Mexique, et les États n'identifient en moyenne que 20% des corps qu'ils reçoivent, a rapporté le Mouvement pour nos disparus (*El Movimiento por Nuestros Desaparecidos*), selon *El País*. Le Mouvement a déclaré qu'il existe des bases de données “rudimentaires, incomplètes et peu mises à jour” à utiliser pour identifier les corps, et que celles qui existent sont “sous-utilisées et peu interconnectées”. <https://elpais.com/mexico/2021-08-27/aumento-de-la-violencia-y-falta-de-peritos-la-crisis-forense-en-mexico-deja-mas-de-52000-cuerpos-sin-identificar.html>

Nicaragua. Amnesty International a publié un rapport sur les disparitions forcées en tant que stratégie de répression. Il a documenté les cas de “10 personnes détenues pour leur activisme ou pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression qui ont fait l'objet d'une disparition forcée” et dont le sort actuel n'est pas révélé, bien que les autorités nicaraguayennes aient publiquement confirmé qu'elles détenaient ces personnes. “Les familles et les représentants légaux des 10 détenus ont soumis plus de 40 demandes, pétitions et recours à différentes autorités, demandant l'accès à leurs dossiers, des examens médicaux pour les détenus, des entretiens avec leurs avocats, des visites familiales et une libération immédiate, entre autres demandes,” mais sans succès. <https://www.amnesty.org/en/documents/amr43/4631/2021/en/>

Nigeria. Le gouvernement a lancé un programme national de carte d'identité électronique en 2014, mais selon la Commission nationale de gestion de l'identité, début août 2021, environ seulement 60 millions de citoyens et de résidents légaux (sur une population d'environ 200 millions) se sont inscrits, a signalé la Fondation Thomson Reuters. L'inscription au numéro d'identification national (NIN) “implique l'enregistrement des données démographiques d'un individu et la capture de ses empreintes digitales, de sa photo et de sa signature numérique. Le numéro est requis pour toutes les transactions nécessitant une vérification d'identité, telles que l'ouverture d'un compte bancaire, la demande de permis de conduire, le vote, l'obtention d'une assurance maladie et le dépôt de déclarations de revenus”. Le ministre des Communications “a émis une directive obligeant les citoyens à lier leurs numéros de téléphone portable à leurs numéros d'identité d'ici le 31 octobre 2021, sous peine de se voir interdire l'accès aux services de télécommunications”. Les militants des droits de l'homme craignent que les données ne soient pas protégées si elles sont liées au NIN, car le Nigéria n'a pas de loi sur la protection des données. <https://news.trust.org/item/20210805104557-zunak/>

Amnesty International a déclaré : “Les forces de sécurité nigérianes ont commis un catalogue de violations des droits de l'homme et de crimes au regard du droit international dans leur réponse à la spirale de violence dans le sud-est du Nigéria, menant une campagne de répression depuis janvier qui a inclus des arrestations massives, une force excessive et illégale, et la torture et autres mauvais traitements. Amnesty a mené une “enquête approfondie” sur les conditions dans les États d'Anambra, d'Imo, d'Ebonyi et d'Abia à partir de janvier 2021, documentant “52 cas d'homicides illégaux et 62 cas d'arrestation arbitraire, de mauvais traitements et de torture. Les reportages des médias, les enregistrements vidéo et audio examinés montrent que les forces de sécurité nigérianes ont également utilisé une force excessive et d'autres moyens illégaux pour lutter contre la montée de la violence”. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/nigeria-at-least-115-people-killed-by-security-forces-in-four-months-in-countrys-southeast/>

Pakistan. Une campagne nationale de vaccination contre la polio a commencé le 2 août, face aux avertissements publics de ne pas prendre le vaccin par Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), le plus grand groupe militant du pays. Selon la base de données du *South Asia Terrorism Portal*, depuis 2012, au moins 119 personnes (56 agents de santé et 63 policiers) ont été tuées dans des attaques violentes contre des programmes de vaccination contre la polio, et 76 autres personnes (53 agents de santé et 23 policiers) ont été blessées. Le Pakistan est l'un des deux seuls pays figurant sur la liste 2020 de l'Organisation mondiale de la santé des “nations endémiques de la poliomyélite”; L'Afghanistan est l'autre pays. <https://www.satp.org/south-asia-intelligence-review-Volume-20-No-7#assessment1>

Autorité palestinienne. 7amleh, le Centre arabe pour l'avancement des médias sociaux, a publié “Une étude exploratoire : la réalité de la confidentialité et de la protection des données numériques en Palestine”, un suivi de son rapport de mai 2021 “Les attaques contre les droits numériques palestiniens”. Lues ensemble, les études montrent l'impact des entreprises de télécommunications internationales et des techniques de surveillance israéliennes sur la confidentialité et la protection des données personnelles numériques en Palestine. 7amleh a appelé à une “commission palestinienne pour protéger et réglementer la vie privée et les données personnelles et ... une loi palestinienne complète sur la protection de la vie privée et des données”.

<https://7amleh.org/storage/The%20Attacks%20on%20Palestinian%20Digital%20Rights.pdf>;

[https://7amleh.org/storage/The%20Reality%20of%20Privacy%20Digital%20Data%20Protection%20in%20Palestine%20\(1\)_1.pdf](https://7amleh.org/storage/The%20Reality%20of%20Privacy%20Digital%20Data%20Protection%20in%20Palestine%20(1)_1.pdf)

Philippines. Une douzaine d'organisations de la société civile du réseau *HRD Memorial* ont publié une déclaration exprimant “leur inquiétude persistante concernant les meurtres persistants de défenseurs des droits de l'homme (DDH) et l'impunité des auteurs aux Philippines. Le Mémorial du DDH a rassemblé et vérifié des informations sur les meurtres de 25 défenseurs des droits humains en 2020 aux Philippines. Au cours des 6 premiers mois de 2021 seulement, 15 DDH ont été tués dans le pays”.

<https://hrdmemorial.org/solidarity-statement-stop-the-killings-of-human-rights-defenders-in-the-philippines/>

Pologne. “Une cour d'appel polonaise ... a annulé une décision contre deux éminents historiens de l'Holocauste accusés de diffamation” dans un livre qu'ils “ont co-édité sur la complicité des Polonais catholiques dans le génocide des Juifs” pendant l'occupation nazie, a écrit le *Guardian*. Le juge a déclaré qu'un litige sur l'exactitude d'un récit historique était “une violation inacceptable de la liberté de la recherche scientifique et de la liberté d'expression”. <https://www.theguardian.com/world/2021/aug/16/polish-appeals-court-overturns-ruling-against-holocaust-historians>

Qatar. “Au cours de la dernière décennie”, a écrit Amnesty International, “des milliers de travailleurs migrants sont morts subitement et de manière inattendue à Qatar, malgré le fait d'avoir passé leurs tests médicaux obligatoires avant de se rendre dans le comté”. Il est difficile de savoir “exactement combien de personnes sont décédées à cause de leurs conditions de travail” car “dans la plupart des cas, les autorités qataries n'enquêtent pas sur la cause sous-jacente de leur décès” et “les certificats de décès signalent généralement leur décès comme étant simplement dû à “causes naturelles” ou “arrêt cardiaque”. Amnesty “a analysé les données rendues publiques par l'Autorité de planification et de statistique du Qatar, les réglementations nationales et les lois et normes internationales relatives aux droits des travailleurs migrants, ainsi que les processus de certification et d'enquête sur les décès de travailleurs au Qatar”, a consulté des experts médicaux, a examiné les données gouvernementales sur “des milliers de décès”, et analysé 18 certificats de décès. Amnesty recommande au Qatar “d'établir une équipe de spécialistes” pour s'assurer que tous les décès “font l'objet d'une enquête et d'une certification conformément aux meilleures pratiques internationales”. <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/qatar-thousands-migrant-worker-deaths-remain-uninvestigated-new-report>

Espagne. Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a conclu que les procès de l'ancien juge espagnol Baltasar Garçon dans deux affaires politiques majeures “étaient arbitraires et ne respectaient pas les principes d'indépendance et d'impartialité judiciaires”. L'un des cas était une enquête sur des disparitions forcées pendant la guerre civile et la dictature du général Francisco Franco ; le Comité a déclaré que les décisions de Garçon dans l'affaire “étaient au moins une interprétation juridique plausible”.

<https://news.un.org/en/story/2021/08/1098502>

Syrie. L'ONG *Syria Justice and Accountability Center* (SJAC) a fait état de “crimes d'honneur” dans le nord-est de la Syrie. Notant que depuis le début du conflit, il a été difficile de collecter des statistiques

précises sur ces meurtres, qui sont illégaux en Syrie mais qui se produisent toujours, les documentalistes du SJAC ont enquêté sur deux récents crimes d'honneur à titre d'exemples. Ils ont trouvé des preuves vidéo dans les deux cas; une vidéo montrant le meurtre de la femme a été publiée sur Facebook. Récemment, de tels meurtres “ont déclenché l'indignation du public et lancé un débat sur la manière dont ces meurtres devraient être poursuivis dans la communauté”, une bonne étape pour amener le gouvernement syrien et les autorités kurdes à mettre fin à l'impunité pour ces crimes.

https://syriaaccountability.org/updates/2021/08/12/spike-in-honor-killings-fuels-protests-for-accountability-in-northeast-syria/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=f047380a58-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-f047380a58-96428969

Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a publié son dixième rapport annuel sur les disparitions forcées en Syrie. Il a déclaré que “le nombre de personnes détenues depuis mars 2011 qui sont toujours disparues de force en août 2021 atteint désormais au moins 102 287 personnes, dont la grande majorité ont été détenues par le régime syrien”. Le rapport décrit la pratique du gouvernement syrien consistant à “enregistrer certaines des personnes disparues comme décédées par l'intermédiaire de ses services d'état civil”, mais les entrées du registre “n'ont pas révélé la cause du décès, les familles n'ayant pas reçu le corps de leurs proches ou n'ayant pas été informées du lieu de leur inhumation”. Le rapport s'appuyait sur des informations provenant de la base de données du SNHR et d'entretiens avec les familles des victimes. <https://sn4hr.org/blog/2021/08/30/56733/>

Turquie. L'Association pour la liberté d'expression a publié un rapport indiquant que plus de 467 000 sites Web ont été interdits en Turquie depuis 2006, dont près de 60 000 interdits en 2020. L'Association a obtenu des données du ministère de l'Intérieur montrant que 75 292 comptes de médias sociaux ont fait l'objet d'une enquête en 2020 “et des mesures judiciaires ont été prises contre 32 000 d'entre eux. Toujours en 2020, 115 832 articles de presse ont été supprimés des pages Web des médias”, “la majorité d'entre eux critiquant le gouvernement d'Erdogan”, a noté *BIRN*. Un nombre étonnant de 764 institutions étatiques différentes ont interdit l'accès aux pages Web. <https://balkaninsight.com/2021/08/17/turkish-govt-increasing-internet-social-media-censorship-report/>

Ouganda. Le Bureau des ONG du gouvernement a annoncé qu'il avait “suspendu” les opérations de 23 organisations de la société civile pour “fonctionnement avec des permis d'organisation non gouvernementales expirés”. L'un des “arrêtés”, l'Institut africain pour la gouvernance de l'énergie, et douze autres ONG ont publié une réponse, affirmant que le gouvernement cible les organisations qui jouent un rôle clé dans la protection des droits environnementaux dans le secteur pétrolier et gazier et dans les domaines des droits de l'homme et de l'éducation civique ... L'Institut a déclaré qu'il avait déposé les rapports annuels requis et rempli “toutes les autres exigences légales”.

<https://www.afiego.org/download/press-release-afiegos-response-to-ngo-bureaus-allegations-20-august-2021/?wpdmml=2530&refresh=611f915506a601629458773>

Ukraine. Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a reçu des rapports en 2019 sur plus de 140 incidents “allant de menaces à des attaques physiques” contre des membres de la communauté LGBT+, mais les données de la police ukrainienne montrent que “14 crimes haineux ont été enregistrées sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre en 2019”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters.

<https://news.trust.org/item/20210803104615-bavec/>

Émirats Arabes Unis. Do Bold, une ONG promouvant les droits des travailleurs migrants, a déclaré que les enfants nés de travailleurs migrants ne reçoivent pas de notifications de certificats et de certificats de naissance tamponnés, a rapporté *Reuters*. Sur les 166 femmes migrantes interrogées qui n'ont pas obtenu d'acte de naissance à la fin de l'année dernière, “63 ont cité les factures d'hôpital impayées comme cause. D'autres raisons comprenaient l'impossibilité de fournir des certificats de mariage ou des visas valides”. Sur les sept émirats, seul Abou Dhabi “a répondu à une demande de commentaire” et a déclaré “un règlement de 2018 interdit aux établissements d'obstétrique agréés de refuser de fournir une notification de naissance tamponnée et un certificat” pour quelque raison que ce soit”. Sans la documentation, l'enfant ne peut pas obtenir un passeport, un visa ou une pièce d'identité des Émirats ou accéder aux soins de santé et à l'éducation. <https://www.reuters.com/world/middle-east/migrants-unpaid-hospital-bills-barrier-birth-certificates-uae-2021-08-12/>

États Unis. Le *Washington Post* a expliqué comment “l’approche lente et cloisonnée du partage des données” des *Centers for Disease Control* a “empêché les responsables de l’ensemble du gouvernement d’obtenir des informations en temps réel sur la façon dont le variant delta [COVID-19] s’abattait sur les États-Unis et se comportait avec une plus grande férocité que les variants précédents - un manque d’informations, selon eux, a entravé la réponse”. <https://www.msn.com/en-us/news/us/how-cdc-data-problems-put-the-u-s-behind-on-the-delta-variant/ar-AAstZF>

Le comité de la Chambre des représentants des États-Unis enquêtant sur l’attaque du 6 janvier contre le Capitole des États-Unis a publié le 25 août d’importantes demandes de documents, demandant la production de documents dans deux semaines, a rapporté *The Hill*. “La première vague de demandes de documents a été transmise aux Archives nationales” pour les records présidentiels de Trump, ainsi qu’au Federal Bureau of Investigation (FBI), au Department of Homeland Security et à d’autres agences. <https://thehill.com/homenews/house/569363-house-panel-probing-jan-6-attack-seeks-trump-documents>

Dans un dépôt de la Cour fédérale dans le procès intenté par les familles des victimes du 11 septembre contre l’Arabie saoudite, le ministère de la Justice a déclaré qu’il examinerait les documents qui jusqu’à présent ont été retenus pour déterminer quelles informations supplémentaires peuvent être partagées avec les familles “tout en respectant les affirmations de privilège du gouvernement”, a rapporté *AP*. <https://apnews.com/article/joe-biden-72cd0fce43fb43c3e96ce9bdada4ce24>

Le FBI a rapporté que le nombre de crimes haineux aux États-Unis avait augmenté en 2020 pour atteindre son plus haut niveau en 12 ans, avec une augmentation des agressions ciblant les Noirs et les Asiatiques, a rapporté *CNN*. Les chiffres sont presque certainement “un vaste sous-dénombrement parce que les organismes chargés de l’application de la loi ne sont pas tenus de soumettre leurs données au FBI pour leur rapport annuel sur la criminalité. Il y a plus de 18 000 agences aux États-Unis et plus de 3 000 n’ont pas soumis leurs statistiques sur la criminalité en 2020”. <https://www.cnn.com/2021/08/30/us/fbi-report-hate-crimes-rose-2020/index.html>

Selon *AP*, les services de police des États-Unis mettent en ligne de courts extraits “d’efforts de sauvetage” sur leurs comptes de médias sociaux officiels des forces de l’ordre sur Facebook, Instagram et Twitter, mais ils peuvent les télécharger “sans la permission de la personne en crise, bien que leurs identités sont masquées – sans avertissement sur le contenu et sans consulter des professionnels de la santé mentale”. *L’American Association of Suicidology* “suggère spécifiquement que tout rapport sur le suicide ou les tentatives de suicide n’inclut pas la méthode ou le lieu . . . [et] recommande que les photos et vidéos de la scène soient également exclues, même si l’identité de la personne est dissimulée”. Les services de police de New York et de Los Angeles publient des vidéos de tentatives de suicide, et New York “twitte souvent des sous-titres détaillés qui incluent la jetée exacte d’où quelqu’un a sauté ou le nombre de pilules qu’il a avalées avant que les policiers ne les “sauvent”. Le directeur exécutif de l’ONG *Suicide Awareness Voices of Education* “a déclaré que de telles publications sur les réseaux sociaux pourraient en fait dissuader les téléspectateurs d’appeler” une hotline d’urgence “de peur qu’ils ne soient également menottés ou arrêtés”. https://apnews.com/article/health-police-mental-health-41883ccc67210e505e13bdd7aaf4713a?utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=Aug23_Morning_Wire&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

HuffPost a publié un long article d’enquête sur la fuite de 2020 dans le pipeline transportant du dioxyde de carbone liquide à travers Sattartia, dans le Mississippi, qui a envoyé un nuage de brouillard blanc à travers la région. La fuite a rendu malade “des dizaines de personnes” et “des mois plus tard, les habitants de la ville ont signalé un brouillard mental, un dysfonctionnement pulmonaire, une fatigue chronique et des troubles gastriques”. L’histoire est fondée sur des entretiens avec plus de 60 personnes “et un examen des dossiers médicaux, des rapports de police et d’incendie, des enregistrements 911, des journaux de répartition d’urgence, des documents internes des agences gouvernementales de l’État” et des “rapports d’incident de pipeline fédéral”. Il a conclu que les pipelines de dioxyde de carbone “constituent des menaces dont peu de gens sont conscients et encore moins savent comment gérer”. https://www.huffpost.com/entry/gassing-sattartia-mississippi-co2-pipeline_n_60ddea9fe4b0ddef8b0ddc8f

Le *Washington Post* a publié un article sur la fermeture du *Minnesota Tobacco Document Depository*, un entrepôt contenant les documents de 27 ans de poursuites judiciaires contre de grandes compagnies de tabac pour les coûts de traitement des maladies liées au tabac. Stockés dans 28 455 cartons, “moins

de 2 % des documents ... ont été introduits dans le procès”, une affaire massive entre 46 États et 4 compagnies de tabac. “La plupart des documents ont été mis en ligne par l'Université de Californie à San Francisco, qui a utilisé un logiciel pour les retirer des sites Web de l'entreprise, et les copies physiques seront détruites”. https://www.washingtonpost.com/outlook/minnesota-tobacco-document-depository/2021/08/25/cdc1ecfc-050c-11ec-a654-900a78538242_story.html

États-Unis/New York. *WIRED* a déclaré que des documents montrent que la police de la ville de New York “a acheté une gamme d'outils de surveillance, notamment un logiciel de reconnaissance faciale, un logiciel de police prédictive, des camionnettes équipées d'appareils à rayons X pour détecter les armes et des simulateurs de site cellulaire” stingray “et ce sans surveillance publique”. Les documents, qui ont été “largement expurgés », ont été obtenus par les ONG *Legal Aid Society* et *Surveillance Technology Oversight Project* (STOP), grâce à la disposition de la loi de 2020 exigeant que le département de police de New York révèle des informations sur les outils de surveillance qu'il utilise. STOP a déclaré que la police bloquait toujours la publication d'autres documents pertinents. https://www.wired.com/story/nypd-secret-fund-surveillance-tools/?bxid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_mailing=WIR_Daily_081021&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=list1_p4

États-Unis/Virginie. En février 1951, la Virginie a exécuté 7 hommes noirs pour le viol présumé d'une femme blanche en 1949. “Tous les accusés n'ont pas pu lire les aveux qu'ils ont signés”, a rapporté *NPR*, “et aucun d'entre eux n'avait été interrogés. Le gouverneur de Virginie leur a maintenant accordé des grâces à titre posthume, affirmant que les grâces ne précisent pas si les hommes étaient coupables mais servent plutôt “de reconnaissance pour le Commonwealth” qu'ils ont été jugés sans procédure régulière adéquate. <https://www.npr.org/2021/08/31/1032859243/virginia-history-pardons-execution-civil-rights-martinsville-seven>

Venezuela. *Centro para los Defensores y la Justicia* (CDJ), une ONG de défense des droits de l'homme, a publié un rapport selon lequel “140 individus et organisations travaillant dans la défense des droits de l'homme ... ont fait l'objet de menaces, d'attaques et de contrôle social” par le gouvernement en juillet, a rapporté *Venezuela Weekly*. “Les principaux auteurs des attaques documentées étaient les médias d'État, les fonctionnaires du gouvernement Maduro et les forces de sécurité de l'État, y compris le Service national de renseignement (SEBIN) et la Police nationale (PNB)”. De plus, l'ONG *Accion Solidaria* a documenté “1436 violations du droit à la santé” en 2020. <https://www.venezuelablog.org/venezuela-weekly-cdj-report-documents-rise-in-attacks-on-human-rights-defenders/>

S'il vous plaît partagez des nouvelles avec nous! trudy@trudypeterson.com Pour consulter les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme remercie le magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour avoir géré la distribution des *Nouvelles de la SADH*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette Lettre d'information est publiée sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à le diffuser davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON).